

Jacques Kirsner Supprimer la redevance, Marine Le Pen et Eric Zemmour en avaient rêvé, Emmanuel Macron le fait

Le scénariste et producteur s'insurge contre la fin de la contribution à l'audiovisuel public, une attaque qui menace, selon lui, la création cinématographique, documentaire et culturelle, ainsi que l'indépendance des journalistes

Après avoir affirmé qu'il tiendrait compte du rôle déterminant joué par les électeurs de gauche dans sa réélection, Emmanuel Macron inaugure son second mandat en organisant une attaque contre la création : en urgence, il s'apprête à supprimer la redevance de l'audiovisuel public. Marine Le Pen et Eric Zemmour en avaient rêvé, le président le fait...

Sur toutes les ondes, la radio publique triomphe : France Inter, France Culture, France Musique, les stations régionales offrent des programmes dont la richesse et la diversité sont exemplaires. Les audiences font florès. France Télévisions, dirigé avec talent et dynamisme par une présidente récemment réélue, propose une information de qualité et des programmes culturels de haute tenue. France 2, France 3, France 4, France 5, mais également Franceinfo, jouent un rôle majeur dans la création artistique comme dans la vie citoyenne.

Sans un financement pérenne et sanctuarisé de France Télévisions, la production cinématographique s'étiole, les grandes

documentaires de qualité disparaîtront. Il suffit d'aller voir ailleurs pour s'en convaincre. Ce n'est pas un corporatisme culturel qui est ici en jeu. Radios et télévisions publiques sont censées être les piliers d'une société, quand bien même celle-ci se disloquerait socialement, culturellement, politiquement.

« Il y a deux catégories de télévisions : la télévision intelligente qui fait des citoyens difficiles à gouverner, et la télévision imbécile qui fait des citoyens faciles à gouverner », avait prévenu l'écrivain Jean Guéhenno (1890-1978). Emmanuel Macron, qui se pique de littérature, a choisi la seconde sans l'ombre d'une hésitation.

La redevance garantit l'indépendance des entreprises publiques ; la supprimer, c'est confier leur financement au pouvoir politique ! D'abord, Bercy affirmera, la main sur le cœur, que le budget sera respecté, et puis comme toujours, les difficultés économiques justifieront des réductions... Mais il n'est pas uniquement question de financement.



IL FAUT SONNER LE TOCSIN : CETTE MESURE RÉACTIONNAIRE EST UN INCROYABLE RETOUR EN ARRIÈRE !

L'indépendance des journalistes sera directement menacée par le pouvoir. Lorsque leur travail sera jugé défavorablement, le pouvoir resserrera le garrot financier pour étrangler la liberté d'expression, mettre les rédactions au pas. Il faut sonner le tocsin : cette mesure réactionnaire est un incroyable retour en arrière ! Le choix d'Emmanuel Macron est un véritable assaut contre la création artistique, la liberté d'information, la liberté tout court.

Il fut un temps, il existait une gauche qui s'était engagée à supprimer la publicité du service public. Elle n'a rien fait. Comme dans les autres domaines, la gauche a capitulé. Le quinquennat de François Hollande a été, en la matière, particulièrement calamiteux. « Les images sont les archives de la mémoire », écrivait Baudelaire.

Souvenez-vous : sur le perron de l'Élysée, le nouveau premier ministre Manuel Valls sourit au côté du président de la République. La ministre de la culture, Fleur Pellerin, se demande visiblement ce qu'elle fait là, Hollande la rassure, lui tapotant les joues : « Tu

vas tous les soirs au théâtre et après tu dis aux comédiens que tu les aimes... » Valls renchérit : « Absolument, ils aiment ça ! » Cette lamentable séquence illustre l'inculture, le cynisme et le mépris pour la création artistique.

Expédient financier

Paradoxe : c'est Nicolas Sarkozy qui a supprimé la publicité dans la soirée ! Il fallait terminer le travail. Réserver la ressource publicitaire aux chaînes commerciales, en finir ainsi avec la dictature de l'audimat. Au contraire, la suppression de la redevance va obliger radios et télévisions à trouver encore plus de publicité. Naturellement, les programmes en payeront les conséquences...

Des dizaines de milliers d'artistes, réalisateurs, comédiens, techniciens, journalistes sont menacés par cette décision. Rapidement, on demandera aux présidents de radio et de télévision d'économiser, donc de couper dans les programmes et les effectifs. La décision de M. Macron est en fait l'acte premier d'une prochaine privatisation.

Les prix flambent : déjà difficile, la vie chère menace l'existence de millions de citoyens : il faut évidemment indexer les salaires sur les prix. La suppression de la redevance est un expédient financier démagogique qui va coûter au bout du bout cher au pays. De surcroît, sacrifier les ambitions des radios et télévisions publiques, c'est évidemment favoriser... les plates-formes étrangères. Au total, cette politique est une catastrophe annoncée.

La décision du président Macron s'inscrit dans un ensemble politique néolibéral. C'est un outrage à la culture, au service public de l'audiovisuel, aux libertés. Contre cette agression, il est légitime de se mobiliser. ■

Jacques Kirsner est scénariste et producteur. Il a travaillé notamment avec les réalisateurs Jacques Rouffio, Pierre Schoendoerffer et Moshé Mizrahi